



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 19 novembre 2025

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrière des 4 Étalons

100 Les Quatre Étalons
Saint-André-de-la-Marche
49450 Sèvremoine

Références : 2025-451_INSP_RAP_SB_CARRIERE DES 4 ETALONS
Code AIOT : 0006301372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement Carrière des 4 Étalons implanté Les 4 Étalons à Saint-André-de-la-Marche 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrière des 4 Étalons
- Les 4 Étalons Saint-André-de-la-Marche 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006301372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière et d'installations de traitement des matériaux dont le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension ont été autorisés en 2017 pour une durée de 30 ans.

La carrière exploite des roches massives (gabbro et granno diorite) par abattage à l'explosif. L'emprise du site est d'environ 57 ha pour une production maximale d'un million de tonnes par an de granulats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La création du chemin piétonnier et du merlon en pente douce au sud, tout le long de l'extension de la carrière est terminée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|---|--|-----------------------|
| 5 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.3.5 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 6 | Information du public | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 5.1 | Demande d'action corrective | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Surveillance des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 2 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.4 et 3.4.3 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 3 | Clôture | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5 | / | Sans objet |
| 4 | Interdiction d'accès | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.3.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le traitement des observations faites dans le cadre du contrôle des installations électriques n'est pas satisfaisant. Une partie des observations faites par l'organisme de contrôle est récurrente d'une année à l'autre et le contrôle n'est pas complet dans la mesure où il nécessite l'arrêt complet des certaines installations.

L'exploitant s'est engagé à traiter l'ensemble des observations d'ici la fin de l'année 2025, en conséquence, à ce stade l'inspection des installations classées ne propose pas de suite administrative. Il est demandé à l'exploitant de justifier que l'ensemble des observations est traité et de compléter son contrôle pour couvrir l'ensemble des installations électriques de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des volumes d'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant à connaissance des quantités d'eau : <ul style="list-style-type: none"> • pompées dans l'extraction ; • utilisées dans les installations (par source d'approvisionnement) ; • rejetées vers la rivière La Moine (par le point de rejet canalisé). |
| Constats : Depuis l'inspection précédente du 05/11/2024, l'exploitant a ajouté un compteur au niveau de la canalisation des eaux pompées en fond d'excavation (exhaure). Pour mémoire, ces eaux sont soit rejetées, soit utilisées dans les installations pour limiter les émissions de poussières (sur les pistes et dans installations). Il n'y a pas de lavage de matériaux ni de recomposition humide sur le site. Rappelons que les compteurs constatés lors de l'inspection précédente, au niveau du rejet d'eau (canal venturi) et de l'utilisation dans les installations sont toujours présents. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.4 et 3.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/06/2025

Prescription contrôlée :

Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et conformément au livre V titre IV du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement.

Constats :

Depuis l'inspection précédente du 05/11/2024, l'exploitant a fait procéder à l'évacuation des terres souillées qui étaient entreposées sur son site suite au démantèlement de certains équipements (déplacement de l'ancien atelier). L'exploitant indique s'être appuyé sur la société Brangeon pour gérer cette opération et qu'après analyses (cf. rapport Eurofins 24E2255566 du 10/12/2024), ces matériaux non dangereux ont été évacués vers une filière adaptée (Société Atlantic Terres Solutions à Nantes). L'exploitant a présenté des bordereaux de déchets correspondant, de février 2025, pour un total de 58,5 t.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture

Prescription contrôlée :

Une clôture grillagée d'au moins 2 m de haut est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation.

Constats :

L'ensemble des secteurs périphériques du site parcourus (sud et ouest de l'extension) est désormais ceint par une clôture grillagée de 2 m de haut, complétée par des portails fermés à clés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et aux installations connexes est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès du public aux installations est interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation même partielle du site avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, co-signée, précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions du présent arrêté n'ait été préalablement établie.

Constats :

Compte tenu de l'avancement progressif de l'exploitation de l'extension (échéance de l'autorisation en 2047), l'exploitation agricole d'une partie des terrains se poursuit au sein du périmètre de la carrière. L'exploitant de la carrière a co-signé, le 01/10/2024, une convention avec l'exploitant agricole (le GAEC Bords de Moine). Un plan de prévention relatif aux règles de sécurité à respecter est annexé à cette convention. L'excavation est à plus de 10 m de la zone agricole exploitée. Il a été constaté que des portions de merlons sont présentes en bordure de la zone agricole exploitée.

Après l'inspection, par courriel du 24/10/2025, l'exploitant a précisé que conformément à la demande faite par l'inspection des installations classées, ce merlon périphérique a été étendu à toute la limite de la zone agricole exploitée et qu'une signalétique adaptée est mise en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations et est entièrement constitué de matériel utilisable dans les atmosphères explosives. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques sont reliés par des liaisons équipotentielles et mis à la terre. Les dispositifs de prise de terre sont conformes aux normes en vigueur.

Constats :

a) Fréquence de vérification

L'exploitant a communiqué les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques et les documents Q18 associés.

Il s'agit de documents faits par la société Bureau Veritas suite aux vérifications effectuées par cet organisme du 21/12/2023 (rapport du 22/12/2023) et du 09/12/2024 (rapport du 17/12/2024).

b) Limitations du rapport

Les rapports mentionnent des indications relatives aux limites d'intervention des contrôles annuels.

- Rapport de 2023 indique :
- page 12/55 - Installations vérifiées : ensemble des installations accessibles et présentées excepté les bâtiments bureaux, bascule, vestiaires et concasseur soumis à une visite initiale ;
- pages 13/55 et 14 /55 - Éléments de l'installation non vérifiables : une liste de 19 éléments est fournie (incluant notamment 13 points lumineux dont certains hors de portée (>3m), 5 armoires (dont fond de carrière, et 4 postes de livraison) ainsi qu'un poste de transformation hors service) ;
- page 16/55 - Le rapport précise concernant les conditions de mise hors tension que :
- « *En Haute Tension : en l'absence d'accompagnement qualifié et autorisé pour réaliser les procédures de mise hors tension des installations en haute tension, nous n'avons pas pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés.* »
- « *En Basse Tension : Du fait des impératifs d'exploitation du client, celui-ci ne nous a permis d'effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement.* »

- Rapport de 2024 indique :
- page 14/20 - Installations vérifiées : ensemble des installations accessibles et présentées excepté les bâtiments bureaux, bascule, vestiaires et concasseur soumis à une visite initiale ;
- pages 11/20 et 12/20 - Éléments de l'installation non vérifiables : une liste de 20 éléments est fournie (incluant notamment 14 points lumineux dont certains hors de portée (>3m), 5 armoires (dont fond de carrière, et 4 postes de livraison) ainsi qu'un poste de transformation hors service)
- page 14/20 - Le rapport précise concernant les conditions de mise hors tension que :
- « *En Haute Tension : en l'absence d'accompagnement qualifié et autorisé pour réaliser les procédures de mise hors tension des installations en haute tension, nous n'avons pas pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés.* »
- « *En Basse Tension : Du fait des impératifs d'exploitation du client, celui-ci ne nous a permis d'effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement.* »

Questionné pas l'inspection des installations classées sur la réalisation de contrôles complémentaires pour couvrir l'ensemble des installations électriques non-vérifiées, l'exploitant a indiqué qu'il n'en a pas été fait.

L'exploitant a de plus indiqué qu'aucune partie des installations n'était concernée par le risque d'explosion (absence de zones ATEX).

Compte tenu des limites susmentionnées, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité électrique de l'ensemble des installations électriques.

c) Plan d'action

L'exploitant n'a pas présenté de plan d'action suite aux contrôles. L'exploitant a néanmoins rappelé qu'un électricien de la société sous-traitante Elecma (en 2023) et un technicien de maintenance électrique (en 2024) ont accompagné au moins partiellement le contrôleur et qu'une restitution des observations leur a été faite à l'issue des contrôles (les rapports de vérification le précisent). Le rapport relatif au contrôle de 2023 comporte 43 observations dont 32 déjà signalées et 11 nouvelles. Le rapport relatif au contrôle de 2024 comporte 37 observations dont 35 déjà signalées et 2 nouvelles. Dans le rapport de contrôle de 2024, des annotations sont portées suite au traitement de certaines observations. Sur les 37 observations formulées, selon les annotations, 12 observations sont traitées depuis peu (entre le 01/10/2025 et le 08/10/2025) à la date de l'inspection. En complément, le traitement de 2 autres observations est prévu dans les 15 jours suivants (pièces en commande). Selon l'exploitant le traitement de l'ensemble des autres observations nécessite une coupure complète d'électricité et un arrêt complet de l'activité. L'exploitant a précisé que l'ensemble des observations sera traité par un prestataire extérieur (société Elecma et/ou Eiffage Energie) lors de l'arrêt de fin d'année (les 22 et 23 décembre 2025).

L'inspection des installations classées note que la conclusion de chacun des documents Q18 faisant suite aux contrôles de 2023 et de 2024 précise « *Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion* ».

En l'absence de plan d'action, aucune hiérarchisation formelle des observations (par exemple : à faire d'urgence ; à faire dans les 2 mois ; à faire pour le prochain contrôle ; axe d'amélioration) n'a été présentée lors de l'inspection.

L'examen des observations relevées en 2024 montre qu'à seulement 2 exceptions près, les autres ont déjà été signalées depuis plusieurs années. Bien que des observations portent sur des questions de signalétique, d'identification ou d'affichage, quelques observations portent sur la nécessité d'installer des dispositifs de protection (tels que par exemple des limiteurs de surtension, des différentiels, un dispositif de protection gaz/pression/température) ou encore la nécessité d'effectuer des raccordements (tels qu'une liaison équipotentielle du bac de rétention sous le transformateur, le raccordement électrique du CPI du poste transformation).

L'absence de traitement de ces observations récurrentes n'est pas satisfaisante.

d) Contrôle par thermographie

L'exploitant n'a pas fait part à l'inspection des installations classées de la réalisation d'un contrôle par thermographie (contrôle non obligatoire).

e) Zones ATEX

Comme déjà précisé, l'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas de zones ATEX dans ses installations.

Excepté très ponctuellement, les activités n'utilisent pas de gaz inflammables et il n'y a pas d'atelier de charge de batteries.

f) Vérifications in-situ

Il n'a pas été identifié de dépôts poussières anormaux, de fils dénudés ou d'anomalies particulières dans les armoires ouvertes et sur les baies électriques vues (notamment au poste de pilotage tertiaire ou dans l'atelier), ni au niveau des installations parcourues lors de la visite. L'inspection des installations classées rappelle de plus que les poussières présentes dans l'établissement sont minérales (non combustibles).

Les constatations faites in-situ, ont confirmé le traitement de 2 observations (n°24 et n°29 relatives à des raccordements de liaisons équipotentielles) annotées comme traitées dans le rapport. Pour 2 autres observations (n°27 et n°28 relatives à l'installation et au remplacement de dispositifs différentiels), il a été constaté qu'elles n'étaient pas traitées. L'exploitant a indiqué que les dispositifs étaient en commande comme l'a confirmé le prestataire de l'exploitant joint par téléphone lors de l'inspection. Après l'inspection, par courriel du 24/10/2025, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées que ces 2 observations étaient traitées.

Dans ce courriel, l'exploitant a également confirmé que l'ensemble des observations sera traité par un prestataire extérieur lors de l'arrêt de fin d'année, les 22 et 23 décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

§b) des constats : l'exploitant doit justifier de la conformité électrique de l'ensemble des installations électriques. L'exploitant doit programmer un contrôle complémentaire pour s'assurer de la conformité électrique de l'ensemble des installations.

§c) des constats : l'exploitant réalise un plan d'action relatif concernant au traitement d'éventuelles futures observations nouvelles qu'identifieraient les prochains contrôles. A minima, ce plan d'action hiérarchise les observations selon leur type et identifie leur délai prévisionnel de traitement.

§f) des constats : compte tenu de l'engagement de l'exploitant à traiter l'ensemble des observations d'ici la fin de l'année 2025, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'en justifier en lui communiquant un rapport de contrôle des installations électriques fait après ce traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 5.1

Thème(s) : Autre, Information du public

Prescription contrôlée :

L'exploitant crée un comité local de suivi et organise au moins une fois par an, une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants de la municipalité, des riverains, des industriels et associations de défense de Sèvremoine, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site. L'inspection des installations classées est informée de la tenue de cette réunion et peut y participer.

L'exploitant établit un compte rendu de chaque réunion, qui est transmis aux membres du comité ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Suivant les circonstances ou à la demande du maire de la commune concernée, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.

La première réunion du comité local de suivi est organisée pendant l'année suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'une réunion du comité local de suivi s'est tenue le 09 avril 2025 en présence de représentants de la commune de Sèvremoine, de riverains et de la présidente de l'association de riverains de la carrière des 4 Étalons. Le compte rendu de cette réunion a été communiqué à l'inspection des installations classées suite à l'inspection. Ce compte

rendu n'appelle pas d'observation particulière.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il doit l'informer de la tenue de cette réunion et lui transmettre le compte rendu de chaque réunion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de la tenue de la réunion du comité local de suivi de la carrière et lui transmettre le compte rendu de chaque réunion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois